



Emilie CHALAS
Députée de l'Isère

COMMUNIQUE DE PRESSE

Droit de réponse suite à la dépêche du Dauphiné libéré intitulée « Grenoble annonce l'arrivée de dizaine de nouveaux policiers »

Dans une dépêche datée du vendredi 13 septembre, le Dauphiné libéré titre « Grenoble annonce l'arrivée de dizaines de nouveaux policiers », citant le Maire de Grenoble qui se félicite d'avoir œuvrer « sans relâche » pour obtenir des renforts de police supplémentaire.

Il semble de mon devoir de parlementaire de la majorité présidentielle de rétablir quelques faits : ce n'est pas grâce à Eric Piolle que Grenoble a obtenu ces renforts ainsi, il ne faut pas l'oublier, que la reconnaissance du statut de zone difficile de la CSP. C'est en revanche à cause de son refus de se saisir du sujet de la sécurité que Grenoble ne les a pas obtenus plus tôt.

Dès le début de mon mandat j'ai avec mon collègue Olivier Véran alerté le gouvernement sur la situation spécifique de Grenoble (Cf CP conjoint du 15/09/2017). Et c'est bien grâce au gouvernement que Grenoble peut compter aujourd'hui sur une augmentation des effectifs de police nationale. Depuis 2017, le gouvernement met en œuvre la programme d'Emmanuel Macron qui prévoyait une augmentation de 10 000 forces de l'ordre sur le territoire.

Le déploiement a commencé avec les villes volontaires et les plus engagées. Dans la présentation de la nouvelle doctrine en février 2018 le ministre de l'intérieur précisait clairement que « Le maire est l'interlocuteur privilégié des Français sur les questions de sécurité locale ».

Il aura fallu les événements de l'été 2018 et nos appels répétés (Cf CP du 8/02/18, 9/08/2018 et 10/02/2019) pour que Monsieur Piolle assume enfin ses responsabilités et que les conditions soient enfin réunies pour le déploiement du dispositif Quartier de Reconquête Républicaine.

Cette récupération est exemplaire du maire de Grenoble qui n'a de cesse d'accuser l'Etat de tous les maux mais qui ne manque pas une occasion de vouloir s'octroyer les mérites de l'action du gouvernement, de même que pour le dédoublement des CP et CEI. L'avenir de Grenoble et des Grenoblois méritent au contraire une considération sincère.


Contact presse :

Bertrand BIJU-DUVAL, Collaborateur parlementaire auprès d'Emilie CHALAS
bertrand.biju-duval@clb-an.fr / emilie.chalas@assemblee-nationale.fr / 06 37 53 75 17



Aux cotés du Ministre de l'intérieur lors de sa venue à Grenoble le 29 septembre 2018





**UNE COOPÉRATION
RENFORCÉE
AVEC LES ÉLUS**

Le Maire est l'interlocuteur privilégié des Français sur les questions de sécurité locale :

Une **nouvelle stratégie** élaborée avec chaque Maire (35 400 élus)

Les **117 maires** qui ont demandé à expérimenter la PSQ seront appelés d'ici demain

3 axes d'action prioritaires :

1 Professionnalisation et coopération renforcée avec les polices municipales

2 Développement des systèmes de vidéo protection

3 Prévention situationnelle

Extrait de la conférence de lancement de la PSQ à Paris le 8 février 2018